

ACTION

N° 28 ● VENDREDI 4 OCTOBRE 1968 ● PRIX : 0,50 F ● REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION ● ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5°, Tél. 633-76-61 et 633-26-67



La Répression Sélective

La répression, aujourd'hui en France, n'est ni sanglante comme au Mexique, ni massive comme en Grèce, où des milliers d'opposants à la dictature pourrissent dans les camps de concentration. Les groupes politiques d'extrême-gauche sont interdits sans l'ombre d'une justification, mais leurs dirigeants sont en liberté provisoire, mais Sauvageot a eu son sursis et Cohn-Bendit ses examens. A l'O.R.T.F. les journalistes sont licenciés, mais on ne touche pas aux autres catégories. Dans les grandes entreprises un nombre limité de militants sont licenciés. Rien de comparable avec les 350 licenciements qui, au lendemain de la grève de 1953, décapitent la C.G.T. chez Renault.

« Vous dramatisez, disent les bien-pensants, la répression n'est pas si terrible : à peine quelques dizaines d'enragés en prison, à peine quelques centaines de licenciements. Cela vaut-il vraiment la peine d'en parler ? » La presse « raisonnable » n'en parle pas, elle. La presse « raisonnable », les gens « raisonnables » ne sont pas victimes de la répression.

Il faut en parler, parce que la première arme de la répression c'est le silence qui l'entoure. Il faut agir parce que ne pas riposter immédiatement c'est ouvrir la porte au découragement et à la désorganisation. Mais pour riposter efficacement à la répression, il importe d'en mesurer exactement la portée.

La société bourgeoise ne repose pas seulement sur la peur du gendarme. La violence organisée — l'armée et la police — est le recours suprême. Mais le fonctionnement normal de la société est assuré par des mécanismes plus complexes. Ce qui rive l'ouvrier à sa chaîne, plus que la matraque, c'est le salaire qui doit tomber à la fin du mois, c'est la traite, le loyer, l'électricité à payer. Les étudiants, qui ne s'étaient pas inclinés devant les flics, ont passé et passent leurs examens.

La garantie de l'ordre bourgeois, c'est que le système de récompense et de pénalisation qui sanctionne l'activité de chacun fonctionne normalement. La répression efficace est sélective. Elle se contente d'intervenir dans les points chauds où le système se grippe.

De même que la répression n'est que l'un des aspects du maintien de l'ordre bourgeois, la lutte contre la répression n'est qu'un aspect de la lutte révolutionnaire. La bataille qui s'engage maintenant doit lier la dénonciation de la répression à la critique du système social qui l'engendre.

La bataille pour la reconquête de la rue sera particulièrement importante : on peut le mesurer à la violence de la réaction policière, jeudi au cours de la manifestation de solidarité aux étudiants mexicains. Là, le pouvoir ne fait pas le détail. C'est que sur ce terrain, les forces révolutionnaires affrontent directement le Pouvoir d'Etat.



L'équipe mexicaine de tir sera très difficile à battre aux XIX^{èmes} Jeux Olympiques.

U.S. : contre le recrutement

En automne 1967, des militants du mouvement anti-war (contre la guerre) de la région Berkeley - San - Francisco décidèrent qu'ils devaient prendre l'offensive contre le système de recrutement de l'armée U.S.

Les militants des mouvements anti-war et anti-draft (contre le recrutement) appelèrent à une semaine d'actions militantes contre le centre de recrutement d'Oakland du 16 au 20 octobre.

Ils décidèrent de faire cesser le fonctionnement de ce centre. Ils appelèrent les étudiants et les jeunes travailleurs à bloquer les autobus qui amenaient les recrues au conseil de révision.

Ces actions furent décidées pour plusieurs raisons :

1. — De nombreux militants étaient mécontents des actions qu'ils menaient, actions destinées à protester mais qui en aucun cas ne visaient à arrêter le bon fonctionnement de ce système de conscription.

2. — Le mot d'ordre était « Hell no, nobody (personne n'y va). Personne, aussi bien les étudiants que les travailleurs blancs ou noirs : aux Etats-Unis les étudiants peuvent facilement échapper au service militaire soit grâce aux excuses médicales, soit en quittant les Etats-Unis pour le Canada. Mais pour les Noirs et les jeunes travailleurs blancs c'est pratiquement impossible.

3. — Les militants de ce mouvement voulaient prouver qu'ils étaient disposés à lutter physiquement contre les flics.

Rejeter la non-violence et affirmer le droit à l'auto-défense permettait ainsi d'associer aux mouvements strictement étudiants une large frange de jeunes travailleurs blancs et noirs.

Pendant la semaine du 16 octobre, 10 000 personnes vinrent vers le centre de recrutement central d'Oakland. Ils furent aussitôt attaqués par la police, ripostèrent et élevèrent des barricades dans la rue. Ils contrôlaient aussi une grande partie de la ville autour du centre de recrutement. Le centre fut investi et les manifestants restèrent maîtres du terrain pendant de nombreuses heures. Aucun car ne put arriver au centre, aucun appelé ne se présenta.

L'administration de l'Etat dut faire intervenir la police de dix grandes villes alentour pour démanteler les barricades.

Elle dépensa 250 000 dollars pour réouvrir un centre où aucun appelé ne se présenta car ils soutiennent l'action menée.

Ce type de manifestation élève la stratégie du mouvement à un niveau supérieur et permet d'élargir les liaisons des étudiants avec les Noirs et la classe ouvrière blanche : la population résidant autour du centre de recrutement aida les manifestants à construire les barricades avec des matériaux provenant de leurs propres maisons.

Après la semaine anti-recrutement les militants décidèrent d'étendre leurs actions aux Universités de la côte Ouest. Les sergents recruteurs de l'U.S. Army et les représentants de la Dow Chemical Company (Société recrutant son personnel dans les facultés de Californie) furent chassés des locaux universitaires.

Après cette série de manifestations, sept leaders du mouvement furent arrêtés et accusés de « conspiration ». Ils risquent des peines de 10 ans de réclusion. Cette loi est souvent employée contre les étudiants révolutionnaires, mais surtout contre les Noirs du Black power.

La répression qui s'est abattue sur les étudiants les rapproche des Noirs et des pauvres blancs qui ne peuvent échapper aux brutalités policières durant leur vie quotidienne.

La jonction s'étant faite, il est possible aujourd'hui d'envisager de nouvelles actions beaucoup plus radicales pour lutter contre l'Etat policier et le capitalisme américain.

PERQUISITIONNÉ, INCULPÉ, ACTION CONTINUE

Nous n'avons pas coutume de parler dans Action d'Action. Mais cela s'impose aujourd'hui. Jeudi matin la police judiciaire a opéré une perquisition au local d'Action. Les policiers ont agi dans le cadre d'une information judiciaire sur des tracts saisis à Nantes au mois d'août 1968. L'un de ces tracts a entraîné une inculpation de provocation aux crimes et délits. Un autre tract saisi en même temps portait la mention : « Lisez et diffusez Action le journal des Comités d'Action. » Aucun de ces tracts n'a été édité par le journal.

C'est sur un prétexte aussi futile que les locaux d'Action ont été perquisitionnés, que les fichiers et les dossiers d'Action et des Comités d'Action ont été saisis et que les cinq personnes présentes ont été interpellées et interrogées dans les locaux de la Sûreté Nationale.

Que signifie cette nouvelle mesure arbitraire ?

La police poursuit aujourd'hui plusieurs objectifs. Le premier est de constituer des dossiers pour être en mesure, en cas de besoin, de jeter des coups de filet efficaces. Déjà au moment de la saisie du numéro 22 d'Action, une information judiciaire avait servi de prétexte à une enquête sur le journal et l'organisation de sa diffusion. C'est la même opération qui se répète aujourd'hui. L'enquête sur la reconstitution des mouvements dissous, les interpellations systématiques à l'occasion de manifestations, les provocations policières à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août ont un but commun : fichier les militants révolutionnaires.

Ce fait suppose que soient respectées les normes élémentaires de sécurité, et sur ce point le collectif d'Action n'est pas à l'abri de tout reproche. Mais cela ne signifie pas que l'on doive tomber dans le second traquenard que nous tend la police : l'intimidation. Le but à long terme du pouvoir est d'étouffer lentement le courant politique qui est né en Mai par une répression soigneusement graduée. Dans le cas d'Action la pression policière s'exerce à travers la saisie et la perquisition. Elle prend aussi une forme quotidienne : les militants qui vendent Action sont l'objet chaque jour d'interpellations, de procès-verbaux et autres brimades. Leurs journaux sont déchirés ou saisis, sans qu'aucune décision administrative ou judiciaire ne le justifie.

Le pouvoir parie sur l'asphyxie financière. Le point faible des journaux militants, c'est la caisse. On y frappe sans vergogne. Il fallait que quelqu'un donne le coup de pied de l'âne; Monsieur Guy Bayet, Président de la société des agrégés nous traîne en justice pour un article paru dans Action le 21 juin 1968. Son honneur est si chatouilleux qu'il a mis trois mois pour s'estimer diffamé.

Les licenciements d'ouvriers

dans les usines, les expulsions de camarades étrangers, la dissolution des organisations révolutionnaires correspondent au même but : contraindre les militants à une semi-clandestinité, rendre la diffusion de la presse révolutionnaire confidentielle, bref isoler l'avant-garde et anéantir toute possibilité d'action de masse.

Le pouvoir n'entreprend pas une répression à grande échelle; il compte sur une campagne insidieuse pour juguler les forces révolutionnaires. Le seul moyen d'arrêter cette campagne est l'action de masse. Dans le cas d'Action cela signifie l'extension et la diversification du réseau de vente militante. Les Comités d'Action ont déjà fourni un effort accru : mais cet effort reste insuffisant. Nous avons besoin de diffuseurs individuels assurant la vente au Quartier Latin et pouvant s'intégrer aux équipes de vente qui implantent le journal dans d'autres secteurs de la Région Parisienne, notamment à la porte des entreprises. Nous avons besoin de diffuseurs collectifs qui organisent dans un quartier, dans un lycée ou une faculté, dans une entreprise la vente régulière du journal.

Sur le plan financier, chaque coup porté par la police se traduit par de nouvelles difficultés. Pour desserrer le carcan matériel qui pèse sur le journal, il nous faut un soutien financier important. Nos lecteurs ne nous ont pas ménagé leur soutien au moment de la saisie. Un nouvel effort est nécessaire pour amortir les importants investissements que le journal a dû faire (location de locaux, constitution d'une coopérative) pour parer aux coups de la police, pour organiser massivement la diffusion en province.

Cet effort demandé aux militants et aux lecteurs implique que le contenu d'Action soit plus adéquat à leurs préoccupations et à la réalité du mouvement. Jusqu'à maintenant Action a été fait par une petite équipe en contact avec l'ensemble des organisations du mouvement. Aujourd'hui il s'agit de transformer pratiquement Action en organe d'expression directe du mouvement lui-même. C'est pourquoi, à partir du prochain numéro, une expérience va être tentée : faire rédiger en partie ou en totalité chaque numéro du journal par un comité d'Action. Le but de cette expérience est de relier plus étroitement Action au travail militant. C'est tenter de faire profiter le journal de la richesse d'invention qui a caractérisé le mouvement de Mai. C'est aussi former dans chaque lieu de lutte une équipe capable de prendre en main les tâches d'information. Si demain la répression devait être plus massive, c'est des dizaines d'Action qui seraient prêts à paraître.

Pour qu'Action continue :

- Soutenez Action.
- Diffusez Action.
- Rédigez Action.

ABONNEZ-VOUS

Bulletin d'abonnement à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5^e)

NOM Prénom
 Adresse
 (Prix : 15 F, par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. : S.N.E.Sup. 7544-66 Paris (*) en mentionnant « Abonnement ACTION ».

J'adhère au Comité de Soutien d'ACTION

NOM Prénom
 Adresse
 Je verse Francs au C.C.P. S.N.E.Sup. 7544-66 Paris, en mentionnant « Soutien à ACTION ».

(*) N.B. Le C.C.P. S.N.E.Sup. est donné ici pour la dernière fois. ACTION est en train de se constituer en coopérative et disposera prochainement de son propre C.C.P.

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER
 Grandes Imprimeries « Paris Centre »

142, rue Montmartre Paris (2^e)
 Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Mexico : hasta la victoria, siempre !

Combien de morts à Mexico ? 50, 100, plus peut-être. Ne discutons pas le chiffre et retenons le fait de cette sanglante boucherie délibérément provoquée par l'armée et les « granaderos » du président Diaz Ordaz. Et pourtant le Mexique n'est pas un pays ouvertement fasciste. Toutes les apparences de la démocratie parlementaire bourgeoise y sont réunies. Le Parti Révolutionnaire Institutio nnel gouverne seul, mais n'est pas le seul parti. Aucun n'est interdit. Simplement tout ce que le Mexique compte de politiciens véreux, de magnats financiers et de chefs militaires se retrouve au sein du P.R.I. ou aux environs immédiats.

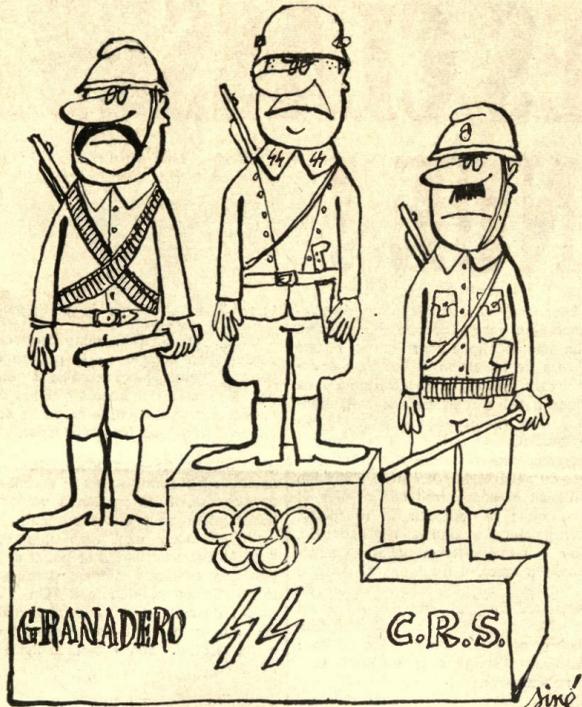
Et pourtant le Mexique n'est pas un vassal inconditionnel des U.S.A. : seul Etat d'Amérique à entretenir des relations diplomatiques avec Cuba, il s'est toujours abstenu dans les votes de l'Organisation des Etats Américains condamnant la révolution cubaine. Mais la C.I.A. contrôle toutes les relations entre Cuba et le Mexique, mais la presse officielle mexicaine entretient un anti-communisme hystérique.

UN SEUL COMBAT

Un Parlement régulièrement élu, une politique étrangère « progressiste ». Ne faisons pas une comparaison trop claire. Les étudiants français ont spontanément reconnu dans la lutte des étudiants mexicains leur propre lutte. Comme les étudiants mexicains se sont reconnus dans l'immense combat libérateur qui secoue l'Amérique Latine.

Les fictions démocratiques ne protègent plus la bourgeoisie contre la contagion révolutionnaire des peuples. D'un bout à l'autre de la planète, un même combat se mène qui parle de même langage : à la violence réactionnaire doit répondre la violence révolutionnaire.

Au Mexique ou au Vietnam, à Berlin ou à Paris, les morts de Mexico seront vengés.



La façon dont la manifestation d'hier a été proposée, préparée et menée à bien contient un certain nombre de leçons politiques. Depuis plusieurs semaines les meetings de la Sorbonne rassemblaient les étudiants pour de très longues discussions sur les examens. Cependant, dans les entreprises, dans les lycées, ainsi qu'à la résidence de Nanterre, la répression frappait des militants sans qu'il y ait aucune riposte organisée et massive de la part du mouvement.

Par ailleurs, les événements de Mexico démontraient qu'une telle riposte était possible à condition de passer à un niveau supérieur de la lutte.

Beaucoup de militants ont commencé de proposer une manifestation de solidarité avec les étudiants mexicains, dont le contenu devrait être une lutte contre la répression patronale et étatique en France. Mais d'autres

militants ayant une certaine autorité invoquaient des motifs stratégiques pour remettre ce genre d'action au mois de novembre.

Vendredi dernier, lors d'un meeting organisé par les comités de la Sorbonne sur les examens (3500 personnes), un camarade a parlé de la lutte des étudiants mexicains, et devant la détermination de l'assemblée a proposé une manifestation devant l'Ambassade de Mexico pour mardi 18 h. Après cette proposition, le débat revint sur les examens, et la salle se vida sans qu'aucune mesure de préparation ne soit envisagée.

Lundi lors du meeting sur Mexico, on proposa de faire éclater le meeting en commissions d'organisation (mots d'ordre, tracts, banderoles, service de liaison, etc...). Les commissions travaillèrent, puis elles se rendaient à l'assemblée des Co-

mités d'action. Celle-ci accueillit avec une certaine réticence la proposition de manifestation pour le lendemain. Un premier vote accepta le principe et les modalités de la manifestation, mais un second vote refusa la date de mardi en invoquant l'argument selon lequel les comités d'action n'avaient pas le temps de faire le travail politique de préparation. Pourtant certains comités, depuis une semaine, avaient déjà commencé ce travail dans leurs quartiers.

De cette chronologie on peut tirer une première conclusion : l'initiative et l'organisation de la manifestation n'est pas venue de directions politiques fantômes, ni même de l'Assemblée générale des Comités d'action, mais de militants à la base appartenant ou non à des comités ou à des tendances idéologiques caractérisées. Ceci prouve que la « base » peut prendre elle-même l'initiative de sa lutte politique. Les précautions prises, les mesures de protection et les formes de propagande et d'organisation le prouvent abondamment.

MANIFESTATION DE SOLIDARITE AVEC LES ETUDIANTS MEXICAINS

Jusqu'au milieu de l'après-midi de jeudi, le lieu de la manifestation aura été tenu secret.

Depuis le report de la manifestation de mardi dernier, un travail important a été réalisé dans les Comités d'Action qui ont organisé des rendez-vous secondaires dans les quartiers à partir desquels les militants se dirigeront vers la manifestation centrale.

Le rendez-vous principal est la Sorbonne dont la cour commence à se remplir dès 16 h.

Vers 17 h 30, des responsables indiquent le lieu de départ de la manifestation : la gare Saint-Lazare.

Vers 19 heures, personne ne peut soupçonner la présence, au milieu de la foule des banlieusards, de plusieurs milliers

d'étudiants prêts à se regrouper au moindre signal. Des drapeaux rouges font alors subitement leur apparition devant l'entrée de la gare. Un slogan spontané : « Vive les étudiants mexicains ! » En quelques secondes, la manifestation est formée et descend déjà la rue Saint-Lazare.

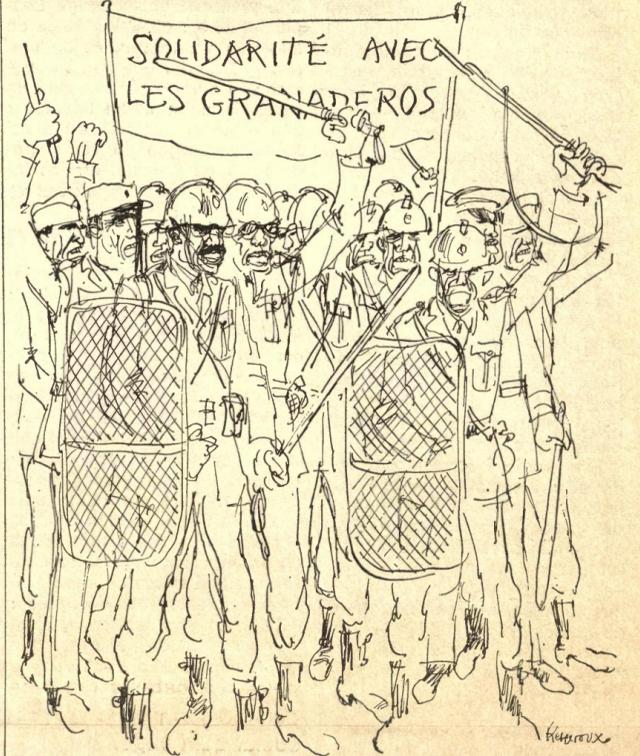
L'« Internationale », les slogans tels que « Vive la lutte du peuple mexicain », « Paris, Mexico, un même combat », puis « Ce n'est qu'un début... » et « Travailleurs-étudiants solidaires » se succèdent.

Quand, après avoir descendu la rue Richelieu, les manifestants s'engagent dans la rue Réaumur, quelques cars de police se placent à l'arrivée du cortège.

A partir de ce moment, un

grand nombre de camarades commencent à se disperser dans les rues latérales.

A la hauteur des Arts et Métiers, la manifestation se trouve prise en sandwich par les forces de police. Un cordon de flics surgit de la rue Beaumont et bloque la rue. Ceux de l'arrière descendent des cars et empêchent les manifestants de s'échapper par la rue Saint-Martin, et bien qu'une centaine parvienne à les prendre de vitesse, le gros du cortège se trouve coincé. Il y a des matraques et une dizaine de grenades lacrymogènes sont lancées. Le calme revient alors, les étudiants, pris dans une véritable souricière, sont alors, au nombre de 600, embarqués dans les cars et conduits à Beaulieu.



LES MANIFESTATIONS ONT REPRIS AU QUARTIER-LATIN

LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE EN PAYS BASQUE

Début juin, alors que nous étions au plus dur de la lutte dans les usines, les universités et les lycées, Xavier Echevarrieta, jeune révolutionnaire basque, était sommairement exécuté par les gardes civils espagnols. Il appartenait au mouvement révolutionnaire E.T.A. (Euzkadi ta askatasuna, le pays basque et sa liberté), et y assumait certaines responsabilités. Capturé par la police, il devait donc à tout prix s'évader, ne pouvant risquer de parler sous l'effet de la torture. Il y réussit mais dut tuer un policier. Lorsqu'il fut repris dans un barrage routier, il fut traîné contre un mur et abattu sans autre forme de procès. L'indignation et l'appui de la population décida le mouvement E.T.A., qui jusqu'alors avait effectué un long et profond travail d'implantation d'une dizaine d'années tout en définissant une stratégie révolutionnaire, à passer au stade de la lutte chaude contre l'Etat espagnol. Le point culminant fut atteint lorsque, le 3 août dernier, le chef de la police politique Manzanana, tortionnaire sadique, fut tué par un militant à la grande joie des Basques. Depuis, l'état d'urgence est appliqué dans la province de Guipuzcoa, et quotidiennement les habitants sont arrêtés sans mandat et détenus sous de vagues soupçons. Le fait de faire grève ou de manifester est puni de mort par les tribunaux militaires.

La presse française, peu bavarde à ce sujet, se complait à présenter les événements du pays basque, comme des faits de terrorisme nationaliste, et bien entendu, réactionnaire. Rien n'est plus faux. Si E.T.A. bénéficie de l'aide de partis nationalistes bourgeois, son but est la création d'un Etat socialiste basque, car seul le socialisme permet aux particularités culturelles de survivre et d'évoluer. Le mouvement est puissamment soutenu par la classe ouvrière, très combative dans cette région industrialisée depuis longtemps, et si l'on compte bon nombre d'étudiants parmi les responsables, la direction de la lutte est laissée au prolétariat.

E.T.A. a réussi à réunir, après de longues discussions, dans une stratégie commune, des militants de pensées différentes : maoïstes, trotskystes et divers sympathisants. Dans la lutte, les tendances agissent sur le terrain qui leur est le plus familier : l'usine, l'université, la lutte violente, comme nous l'avons vécu au mois de mai.

La stratégie révolutionnaire d'E.T.A. repose sur la définition de quatre fronts : un front politique qui mène le combat contre le fascisme et le système capitaliste. Un front social, qui participe dans les usines à la création de syndicats horizontaux clandestins, face aux syndicats verticaux officiels. Un front culturel dont la fonction est de rendre évidente l'oppression culturelle et linguistique. Un front militaire qui est toujours subordonné au front politique, pour la décision d'une action, est responsable de plantages de casernes, de monuments, etc. Il sert aussi à détourner la police durant les manifestations de masse.

Bien plus, un double pouvoir se constitue peu à peu : un regroupement régional des cellules qui ne correspond pas aux divisions administratives démontre la police. Dans chaque agglomération, une assemblée de militants qui double la municipalité. Des écoles itinérantes pour répandre le marxisme dans les masses. Et, bien sûr, les syndicats clandestins.

A 800 kilomètres de Paris, alors que l'avenir de la Révolution en Europe nous préoccupe tous ainsi que la forme qu'elle doit prendre dans un pays industrialisé et urbanisé, existe une véritable situation révolutionnaire, née de l'oppression d'une nationalité et de l'exploitation de la classe ouvrière. Nous n'avons pas le droit de nous en désintéresser, et l'expérience révolutionnaire de petits peuples est aussi importante pour la lutte internationale que celle de grandes nations.

A L'O.R.T.F. L'ÉPURATION EST ACCOMPLIE

« La Télévision a repris » déclare le Premier ministre. Mais la répression continue plus ou moins grave selon les secteurs.

Des 102 journalistes ayant reçu un préavis de licenciement ou de mutation, une infime minorité a été rappelée par la Direction générale. La quasi-totalité des réalisateurs, producteurs et techniciens de la télévision a repris le travail. Dans quelles conditions ?

Le journal et les magazines d'actualité sont étroitement contrôlés et censurés pour tout ce qui intéresse directement le gouvernement, la politique intérieure.

A tous les échelons sont mis en place des gaullistes convaincus pour lesquels la question de l'objectivité de l'information ne se pose pas. Les quelques journalistes grévistes qui ont repris le travail se trouvent dans une situation intenable.

La politique menée dans les autres secteurs de l'Office (variétés, dramatiques et émissions culturelles) est destinée à satisfaire l'ensemble du public. Il faut qu'il oublie l'information qu'on y pratique, il faut la rendre supportable. Le directeur de la Télévision, M. François a obtenu le poste qu'il désirait depuis longtemps. Il a réfléchi à une politique des programmes cohérente et de qualité. Il peut la réaliser : son poids vis-à-vis du directeur général, son prestige vis-à-vis de l'administration et de la technique l'y aideront. Le contrôle a posteriori des finances de l'Office permettra à la direction générale d'être plus efficace. M. François est sans doute aussi le meilleur directeur que la Télévision ait connu depuis 10 ans. Il connaît les problèmes « de l'appareil », il connaît aussi les hommes et les rapports réguliers que les indicateurs et barbouzes professionnels déposent sur son bureau.

Face à l'attitude insidieuse aux manœuvres subtiles de la direction lorsqu'on aborde les problèmes politiques fondamentaux, on ne peut crier ouvertement « à la répression ». Il faut analyser ce que propose la direction et

se méfier des garanties qu'elle accorde. La direction récupère donc les producteurs techniciens et ouvriers avec le dynamisme de la création. L'opinion générale est celle-ci : « cela a été épouvantable tant que nous n'avons pas eu de travail ».

Elle est aussi unanime pour dénoncer le climat policier qui règne à l'Office : « on n'ose plus se parler. On ne sait si le copain d'hier fait partie du groupe Baumann ou non. Cela n'est plus possible ! » Car la délation est institutionnalisée. Le groupe Baumann qui compte parmi ses adhérents des membres du Comité d'Action Civique et qui s'est manifesté pour la première fois le 24 mai par un tract intitulé « Assez de pagaille ! Assez de vaines provocations ! Assez de démagogie ! », s'applique à déconsidérer le mouvement de mai et juin, à dénoncer les meneurs et à beau jeu de récupérer des travailleurs écorchés par la trahison de l'Intersyndicale. Deux des trois représentants supplémentaires du personnel au Conseil d'administration qui avaient été accordés dans le cadre de l'aménagement du statut de 1964, appartiennent d'ailleurs à ce groupe.

Face à cette situation, face à l'Intersyndicale paralysée puisque déconsidérée des formes d'action restent possibles à différents niveaux. La résistance passive : les techniciens qui n'ont pas renoncé à la liberté et à la dignité pour laquelle ils ont combattu et qui travaillent sous la botte des jaunes, font tout pour les enterrer techniquement, la totale incompétence de ceux-ci leur facilite la tâche. La résistance active consiste à créer de nouvelles structures d'accueil pour le personnel militant qui permette de matérialiser les acquis de la grève et de franchir les barrières que les structures verticales de l'Office et des syndicats place entre les personnels. Le mouvement « Autonomie et Liberté de l'ORTF » né avant la fin de la grève attaque et appelle tous ceux pour lesquels la liberté d'expression n'est pas lettre morte à la soutenir et à « informer ».

LA POLITIQUE EST ENTRÉE DANS LES LYCÉES, ELLE N'EN SORTIRA PLUS

Comme toutes les organisations politiques ayant joué un rôle actif durant les mois de mai et juin, les Comités d'Action Lycéens luttent depuis quelques semaines contre une répression gouvernementale chaque jour plus sévère : demandes d'internet refusées dans de nombreux lycées (Michelet, Marmarade, Pasteur, Balzac, etc.), brimades envers les vendeurs de « Barricades » et plus récemment exclusion de deux militants des C.A.L. au lycée Jacques Decour ; ceux-ci, quoique bacheliers à la fin de la 1^{re}, avaient décidé de suivre des cours en classe terminale. Le proviseur, prétextant leur grade de bachelier et soulignant « qu'en vingt ans de provisoriat il n'avait jamais vu ça », les exclut.

Malgré cette répression, les C.A.L. sont aujourd'hui en position de force dans de nombreux établissements, une semaine après la rentrée scolaire.

Au lycée Jacques Decour, les C.A.L. organisent lundi 30 septembre un meeting de protestation : le proviseur et ses appariteurs, auxquels se sont joints quelques élèves des classes préparatoires aux grandes écoles, interdisent aux lycéens l'accès de la salle des fêtes où ils désirent se réunir. Après un bref échange de coups, deux cents lycéens occupent le gymnase, bientôt rejoints par trois cents militants restés bloqués à l'extérieur du lycée. Le débat qui porte sur la signification du meeting et sur les actions à entreprendre est brusquement interrompu par le proviseur qui annonce l'arrivée des flics, appelés par lui. Les lycéens se retirent en bon ordre, peu de temps avant que les flics n'encerclent le lycée.

Au lycée Turgot un nouveau meeting se tient mardi. Malgré l'opposition du proviseur et d'une partie du corps enseignant trois cents militants se réunissent dans une grande salle de l'établissement et ne la quittent qu'une heure après en entonnant l'Internationale.

Au lycée Henri IV mercredi après-

midi, le C.A.L. tente de se réunir : Il n'y parvient qu'après une échauffourée avec le « groupe autonome des parents d'élèves » appelé en renfort par le proviseur. Deux militants sont blessés dans la bagarre. Le proviseur appelle les flics qui se postent à la sortie du lycée mais n'interpellent aucun lycéen à leur départ.

Si la répression policière ne sévit pas encore, celle des administrations fait de nombreuses victimes : dix nouvelles exclusions au lycée Jacques Decour à la suite du meeting de lundi.

Malgré tous ces obstacles, la détermination et la combativité des lycéens ne sont pas amoindries et dans chaque lycée les C.A.L. imposeront le débat politique que leur refuse le gouvernement :

« Le mouvement lycéen désormais ne mentira plus les droits élémentaires de la démocratie mais les prendra : droit de grève, droit de réunion, droit d'expression politique ; les institutions répressives nous refusant la pratique, nous saboterons l'exercice ; seule l'action paie ; les lycéens doivent devenir les centres culturels et politiques des quartiers et jouer le rôle de ces maisons de jeunesse dont on parle depuis si longtemps. Les lycéens prendront le droit d'invitation et ouvriront le lycée aux travailleurs, aux étudiants, à la jeunesse en général. »

« Les lycéens organisés en assemblée générale voteront leurs décisions pratiques et en imposeront l'usage en attendant une autogestion véritable. L'organisation des lycées doit être le travail des élèves et des professeurs organisés en conseils de contrôle, possédant le droit de veto vis-à-vis de toutes les décisions académiques et chargés d'imposer les résolutions. Jamais nulle part rien ne sera plus comme avant... »

Ce droit à l'action politique les C.A.L. le prendront de nouveau vendredi 17 au meeting du lycée Jacques Decour.

A Javel, on joue du bâton, de la menace, mais de carotte point. Bercot a tremblé en mai, en juin. Il ne pardonne pas.

Oublieux de tout protocole d'accords, des lois du travail, aidé de sa hiérarchie de larbins et de barbouzes, il châtie les meneurs de grève et tout mécontent possible.

Les flics sont partout dans les ateliers comme dans les cafés aux abords de l'usine.

Pour réprimer bien, et rétablir l'ordre coûte que coûte, il faut prévoir et dépister les révoltés de demain.

A Citroën la répression a trois visages, elle étend ses grimaces sur chaque service, chaque atelier, l'usine entière. En juin la terreur se réinstalle, depuis, chaque jour les « punitions » se multiplient.

OUVRIERS EMIGRES...

Citroën : 8 000 ouvriers, 60 % des travailleurs y sont étrangers : Algériens, Yougoslaves, Espagnols, généralement donc peu syndiqués, constamment menacés de renvoi.

Pour le patron c'est une double sécurité : ouvriers sous-payés, donc proposés pour n'importe quel emploi — entrant en concurrence avec leurs collègues français, donc risque de grève limité.

En mai, la grève est dure. Les ouvriers étrangers solidaires de leurs camarades français occupent l'usine.

En juillet : ils sont « avertis ». Un par un appelés dans les « grands bureaux », à la direction, ils se voient retirer, tous, leurs cartes de travail pour « vérification traditionnelle ». Les ouvriers ont la mémoire courte : jamais telle vérification n'avait eu lieu à l'usine.

Les ouvriers étrangers attendent une semaine que la carte leur fut rendue. Sur la nature de cette « vérification » personne n'apprit rien. Mais le choc fut dur : sans carte de travail — pas de carte de séjour — pas d'emploi — donc nécessité de quitter la France.

Le patron a prouvé qu'il pouvait quand il le voulait, au mépris de la légalité, se prendre pour l'Etat et jouer des garanties des émigrés qu'il emploie.

Mieux, l'Etat lui prête main-forte. Vendredi 27 juillet, un ouvrier algérien est convoqué dans les bureaux : « un membre de sa famille est à l'embauche, on veut des renseignements ». Il s'y rend. Les flics y sont. Arrêté sans autre motif que fait de grève, il est séance tenante reconduit à la frontière. Deux ouvriers espagnols le suivent de près; dans les prisons de Franco ils font le point sur la démocratie en France.

ET FRANÇAIS TOUS UNIS...

60 % de travailleurs émigrés, mais 40 % de Français qui ne passent pas au travers des mailles du filet policier. Le patron prend son temps, emploie différentes méthodes et frappe à nouveau.

Septembre : Les licenciements se multiplient chaque jour; le décompte en est difficile vu le nombre des ouvriers, vu les méthodes employées, vu le silence des syndicats, mais très certainement plusieurs dizaines (en une semaine 10 cas sont connus).

La plupart des responsables des piquets de grève, la plupart des militants cégétistes révolutionnaires, tous les partisans de l'occupation et de l'autodéfense pendant la grève sont touchés.

- 3 méthodes :
- 1) licenciements purs et simples pour « dossier chargé » ou « restriction »;
 - 2) Mutation punitive suivie de près d'un licenciement : l'ouvrier muté étant inconnu dans son nouvel atelier la protestation est plus difficile, les débrayages moins probables;
 - 3) Déclassement et isolement. Sous un quelconque prétexte technique (trop jeune, trop vieux, trop de monde...) l'ouvrier est muté à un emploi subalterne, enjolivé systématiquement d'une diminution de salaire (il n'est pas rare qu'un ouvrier se voie retirer ainsi 0,20 F de l'heure).

Ce n'est pas suffisant, la brebis galeuse est éloignée, envoyée dans un service où ne travaillent que des étrangers (ségré-

Dernière minute :

LA LUTTE DES CLASSES CONTINUE !

gation linguistique). Ne parlant pas le yougoslave toute contagion révolutionnaire semble exclue.

Pour plus de garanties un flic-maison « contrôle » son adaptation minute par minute.

Des 3 méthodes la dernière est la plus courante. La direction y trouve un avantage supplémentaire : obliger à force de mesures vexatoires, et de menaces, l'ouvrier douteux à réclamer son compte. Mieux vaut un démissionnaire qu'un licencié : pas d'action possible en prud'homme, épargne du versement du mois de préavis, et des indemnités de chômage en cas de licenciement officiel.

Pas de petites économies pour le Capital.

Durant cette pluie de licenciements la direction embauche : ce qui est illégal et prouve la fausseté du prétexte le plus généralement invoqué — « contraction de personnel » ou « emploi rendu inutile » (entre tout licenciement et toute nouvelle embauche un mois de délai doit être respecté). Mais qu'importe à Bercot ! Les agents de secteur font librement leur sale boulot, les syndicats n'ont pas lancé la moindre action dans les ateliers pour protester contre le renvoi même de leurs propres militants et délégués : « Eviter la provocation », c'est entraver les débrayages nés spontanément à la base comme en juillet, c'est collectionner les inutiles protestations verbales, c'est respecter l'ordre patronal.

Mieux, la C.G.T. dans ses tracts attaque les gauchistes et oublie Bercot et autres profiteurs. Stigmatisant ceux qui refusent la récupération des jours de grève (3/4 d'heure de plus par jour, payés à moitié, prévus jusqu'à fin mars), elle justifie les retenues sur salaire que le patron décide en cas de refus. Or la récupération n'est pas obligatoire.

La récupération ne se limite pas aux 3/4 d'heure supplémentaires. Citroën peut mieux. L'accélération des cadences « punit » l'ouvrier de sa grève et assure à Bercot un nouveau bénéfice en travail non payé.

— Avant la grève 9 ouvriers en 16 heures faisaient 377 voitures.

— Après la « victorieuse reprise du travail », 6 ouvriers en 10 heures en traitent 427.

L'estimation exacte de l'accélération des cadences est extrêmement complexe; d'un jour sur l'autre les cadences varient. On les sent, mais seule la direction se donne le privilège de les calculer, de les contrôler, d'en comprendre le cycle. C'est le 3^e visage de la répression : les prolétaires sont systématiquement tenus dans l'ignorance de ce qu'ils font et de ce qu'ils produisent. Leur temps est compté (A Citroën sur la base de 80 minutes en 1 heure !) mais ce n'est pas eux qui font le compte. La direction tente de brouiller les pistes de l'exploitation pour rendre plus difficile la détermination précise des revendications.

Quand tu rentres à Citroën vide ta tête et ferme ta gueule. Mais Citroën ne reste pas la maison close de la répression. A la sortie les ouvriers discutent devant les affiches manuscrites du Comité d'action ouvriers-étudiants et du groupe communiste maoïste.

Vendredi 4 octobre, 16 heures, place Balard, ouvriers, étudiants tiennent meeting. A la Sainte Alliance des capitalistes Fiat-Citroën s'oppose ce que des ouvriers ici ont baptisé la grande Alliance des ouvriers et des étudiants.

JULES VERGER A PEUR

Chez Verger-Delporte la lutte s'organise.

L'information qui suit est tirée de l'Antimythos, bulletin réalisé par le comité d'action étudiant - travailleurs du 14^e arrondissement et qui a pour but d'informer sur la situation réelle dans les entreprises et sur les luttes contre l'Etat et les patrons. Nous en profitons pour recommander l'Antimythos comme modèle de travail d'information dont Action et les autres journaux doivent s'inspirer : il suffit que chaque lecteur et diffuseur d'Action nous écrivent immédiatement chaque fois qu'ils ont une information ou plus simplement pour donner leur opinion.

Verger-Delporte est une entreprise d'équipement de la construction qui est réputée pour « n'avoir jamais fait grève ». Son président, M. Jules Verger a été pendant la guerre un pétainiste notoire. Durant le mois de mai, tous les bureaux de l'entreprise étaient ornés de drapeaux tricolores avec une frangine dans le blanc. Depuis juin, des camarades de chez Verger-Delporte ont cependant agi. Ce texte de l'Antimythos montre comment l'action conjuguée des militants d'entreprise et des comités de quartier peut être efficace. Ce n'est qu'un début.

Avec quelques autres militants, ils avaient jeté les bases de deux sections syndicales CGT et CFDT et avaient commencé à faire sur les chantiers un travail d'information des travailleurs.

Jules Verger qui montre ainsi à quel point il a peur de voir les travailleurs de la base s'organiser a réagi comme un CRS de la façon la plus bête qui soit :

— D'abord brimades et calomnies envers les militants syndicaux ;

— Constitution d'un syndicat autonome financé sur les fonds de l'entreprise destiné à lutter contre l'influence des syndicats de la base ;

— Enfin ces réactions étant tombées à plat, Jules Verger n'a pas hésité comme tant d'autres de Gaulle en tête à licencier quatre militants CGT et deux CFDT dont trois candidats aux élections de délégués du personnel.

La réaction de Jules Verger est une réaction bête car loin de désorganiser la base il en accélère l'organisation. Ne remarque-t-on pas que les travailleurs s'organisent toujours plus vite et mieux dans les périodes de lutte que dans les périodes calmes ?

Dès que les licenciements ont été connus les camarades de chez Verger Delporte ont fait signe au comité d'action du 14^e et au comité d'action du bâtiment. Réunions, discussions, les camarades licenciés décident de faire un tract et des affiches. Ils disent comment ils voient cette affiche : Verger Delporte déguisé en flic tient en laisse deux chiens : l'un est le comité d'entreprise maison, l'autre le syndicat bidon.

L'affiche est immédiatement réalisée par le comité d'action du 14^e et le lendemain on se retrouve tous au siège de la boîte porte d'Asnières. Affichage distribution de tracts. Les valets du patron aboient. Les camarades des entreprises voisines nous encouragent « Allez-y ce sont des salauds dans cette boîte ». Au chantier Maine-Montparnasse à midi même topo. Des groupes discutent partout sur le trottoir.

Le lendemain les affiches sont déchirées par les cadres et un camarade de chez Verger Delporte nous dit que le patron cherche à retrouver les dernières brebis galeuses... Trop tard, le mouvement est amorcé ! A chaque durcissement du patron répondra maintenant une plus forte détermination des travailleurs. La preuve ? Il y a un mois les travailleurs n'avaient pas d'autre but que de s'organiser dans la légalité. Aujourd'hui ils s'organisent en comité d'action révolutionnaire.

Ce n'est qu'un début. Aujourd'hui Jules Verger congédie les travailleurs, demain ils le supprimeront. Sans patrons, pas de licenciements, supprimons-les.

UN JOURNAL TÉLÉVISÉ SUBVERSIF

Lors de la conférence de presse du général de Gaulle, un groupe de camarades des Etats généraux d'Autonomie et Liberté, de Hachette et de Citroën ont expérimenté une formule de journal télévisé subversif.

Leur matériel : un récepteur de télévision, un magnétoscope (l'équivalent d'un magnétophone pour l'image) et une caméra de télévision — les trois appareils étant reliés. La conférence de de Gaulle a été enregistrée sur magnétoscope puis rediffusée sur le poste récepteur. Quand un camarade voulait intervenir pour répondre aux propos futiles du général, la caméra de télévision le filmait et enregistrait ses paroles et transmettait le tout sur le récepteur, interrompant de Gaulle. Ainsi pouvait avoir lieu une critique politique immédiate. Du reste, il n'est pas nécessaire d'enregistrer au préalable la totalité de l'émission. On peut intervenir en direct sur l'écran. Avec un magnétoscope d'autres combinaisons sont possibles : enregistrer l'image avec un autre son, ou inversement.

L'ensemble caméra de télévision, magnétoscope et récepteur couplés coûtent actuellement très cher (5 millions). Mais prochainement une firme allemande va fabriquer un ensemble magnétoscope-récepteur pour moins de 5.000 F. Ainsi des groupes de militants, dans les lycées, les maisons de jeunes, les librairies sympathisantes pourront organiser des séances collectives de télévision révolutionnaire. Nous nous ferons un plaisir de leur assurer la plus large publicité.

LE TRAIN EN MARCHÉ

Il y a quelques jours, la direction de la Compagnie Générale des Wagons-lits annonçait une compression d'horaires de 20 minutes par jour pour ses employés. Cette décision intervient dans le cadre de toute une série de mesures visant manifestement à opérer d'importantes diminutions de salaires. La direction générale ajoute qu'elle compte sur la « bonne volonté » des travailleurs pour qu'ils continuent à assurer leur service dans les mêmes conditions. Par ailleurs, une série de licenciements est annoncée : aucun nom n'est donné ; la seule précision fournie est que les travailleurs âgés de plus de 55 ans seront mis à la retraite anticipée.

Face à ces mesures arbitraires, les syndicats F.O. et C.G.T. interviennent auprès des Pouvoirs publics, lesquels refusent de trancher le différend entre la compagnie et les travailleurs.

Lundi 30, les syndicats lancent un mot d'ordre de grève de 24 heures, en guise d'avertissement. Celle-ci est largement suivie. Le lendemain 3 000 travailleurs se réunissent à la Bourse du Travail ; il défilent en cortège jusqu'au siège de la Compagnie, bien que les syndicats aient exprimé le souhait de s'y rendre en métro ; les 3 000 personnes tiennent un meeting dans la cour du siège où il manifestent bruyamment leur mécontentement, malgré une présence policière très importante; des délégations se rendent auprès de la direction qui refuse tout dialogue.

L'avertissement des travailleurs n'ayant pas été entendu, ceux-ci résolus à poursuivre le combat jusqu'à ce que entière satisfaction leur soit accordée.

LE MIROIR AUX ALOUETTES

Après la conférence de presse de de Gaulle, les syndicats ont mené une campagne pour dénoncer la participation mais en insistant surtout sur l'aspect qui leur semble le plus intolérable. De Gaulle annonce qu'il se passera des syndicats pour mettre sa formule à l'œuvre. Nous citons ce qui a le plus ému nos syndicalistes : « Que les mandataires de chaque catégorie du personnel, à quelque titre que ce puisse être, soient élus par tous ses membres, au scrutin secret sur des candidatures librement posées ».

De cette phrase, les syndicats ont conclu que de Gaulle visait leur fromage et qu'il allait supprimer le scrutin de liste qui donne le monopole des élus aux syndicats pour les élections de délégués. Rien ne permet de l'affirmer. Ce mode de scrutin de candida-

tures libres concerne la participation.

C.G.T. et C.F.D.T. dénoncent cette participation comme de la poudre aux yeux. Pourquoi alors sont-ils si émus par le mode de scrutin ? S'ils sont contre la participation, le mode de scrutin ne devrait pas les préoccuper.

En fait, quand le gouvernement laisse entendre aux syndicats qu'ils auront des concurrents, il les pousse à vouloir la participation pour eux tout seuls. Demain on nous expliquera que dans l'intérêt des travailleurs et patati et patata, les syndicats doivent participer... la participation débitera. On nous paiera de mots. Car dans ce domaine, les syndicats pourraient laisser aux « syndicats-maison » cette sinistre fumerie.

SCRUTIN DE LISTE OU SCRUTIN PAR SECTEUR

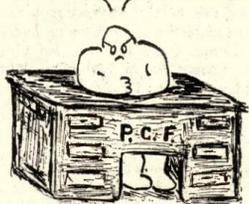
Dans le cas, qui paraît sans fondement, où le scrutin de liste aux élections de délégués serait remis en cause, on ne comprend pas très bien l'indignation ou la peur que cela soulève chez certains syndicalistes.

Les travailleurs sauraient très bien reconnaître des candidats du patron. Il paraît d'après ces mêmes syndicalistes, que les syndicats « maison » sont en baisse ; cela prouve donc que les travailleurs ne leur accordent pas leur confiance. De plus le scrutin par secteur avec candidature libre a existé.

En 1936, il existait un scrutin par secteur qui permettait de contrôler les élus et à tout travailleur de se présenter. Les syndicats qui s'élevaient contre ce scrutin ont-ils si peu confiance dans la force de leurs idées ou de leur action ? Est-ce qu'ils n'existent que grâce au privilège d'avoir le monopole aux élections ? Ou bien justifient-ils leur privilège en considérant les travailleurs comme non majeurs, juste assez grands pour choisir entre quelques listes syndicales ?

« La Lutte » — Thomson-Gennevilliers.

LES STALINIENS SONT DE BONS MILITANTS, DE BONS PERMANENTS, DE BONS PERES DE FAMILLE. ILS SONT SAGES, OBEISSANTS, DISCIPLINES. QU'EST-CE QU'ON LEUR REPROCHE? DE MANQUER DE SEX-APPEAL?



INGÉNIEUR OU ADJUDANT

Il y a une quinzaine de jours, à l'atelier Contrôle-Finition, deux camarades chahutaient un peu. Avec le travail fatigant et fort peu captivant que l'on fait à la C.T.N., il est compréhensible de vouloir souffler un moment.

Seulement voilà !

Un ingénieur qui se promenait dans les parages y a vu un délit inadmissible. Ce monsieur, qui n'est d'ailleurs pas écraqué de travail, aimerait avoir des robots sous ses ordres. Se délasser un instant, c'est pour lui une injure à la productivité.

Aussi s'est-il cru permis de les envoyer chercher un bon de sortie ; ce qui s'est traduit pour les deux ouvriers par deux heures de salaire perdues. Nous avons passé l'âge de recevoir des coups sur les doigts comme à l'école.

De plus, la loi interdit les amendes sur le salaire. Or cette mesure revient à pénaliser nos camarades de 2 heures de salaire : c'est illégal !

Et puis que ce larbin des bénéfices

de la Direction se méfie, car nous ne tolérerons pas infiniment de vivre encasernés !

« Drapeau Rouge C.T.N. »
Deville-lès-Rouen.

DE QUOI RÉFLÉCHIR A BILLANCOURT

Le travail c'est la santé, à ce qu'il paraît. Pourtant au service 98.61, depuis quelque temps, les agents de maîtrise tombent comme des mouches. Dépressions nerveuses, infarctus et autres maladies nerveuses dues à un surmenage excessif, sont de plus en plus fréquentes.

Les conditions de travail des chefs d'équipe et contremaîtres, qui ne sont pas comparables aux nôtres, sont actuellement déplorables. Rien ne fonctionne comme cela le devrait. De plus, leur position dans la hiérarchie, leurs espoirs de gravir les échelons, leur impose, ou du moins le croient-ils, de faire du zèle, des heures supplémentaires bénévoles, de résoudre les problèmes résultant de l'anarchie de la production, de sauter des repas, etc. En un mot, de se mettre, corps et âme, au service de la Régie.

Certains de ces chefs jouent quelque fois le rôle de gendarme que la direction veut leur faire jouer.

Servir fidèlement le patron, comporte des inconvénients. En leur souhaitant, malgré tout, d'arriver à la retraite, il faut espérer qu'un jour ou l'autre ils comprendront que leur intérêt n'est pas du côté du patron, mais de changer cette société qui rend les gens dingues et malades pour le profit de quelques-uns. Et pour cela, il faudra qu'ils soient de notre côté.

CHAUSSON MARCHÉ : IL LICENCIE

Aux panneaux d'affichage, chacun de nous a pu lire un texte émanant de M. A. Chausson qui nous expose la situation difficile de l'entreprise, les charges accrues qui vont peser lourd, etc. Ce texte ne manque pas de cynisme.

Si son usine est en difficulté comme il le laisse entendre, ça montre que les actionnaires de la S.U.C. ne sont pas à la hauteur de leur tâche; s'ils sont incapables de nous garantir l'emploi et le salaire, ça prouve une fois de plus que le système capitaliste est périmé, c'est ce qu'on appelle l'anarchie capitaliste. Si l'entreprise n'est pas en difficulté, c'est alors de l'hypocrisie que de l'écrire, c'est l'un ou l'autre.

De toute façon, pour redresser la situation, M. Chausson emploiera les mêmes méthodes que ses collègues : faire retomber les responsabilités de ce système anarchique sur les travailleurs.

Le 12 septembre, la direction Chausson informait le C.E. qu'elle allait fermer l'atelier d'outillage de H à Gennevilliers à la fin de l'année. Cette mesure met en cause 150 travailleurs.

La S.U.C. va donc décider du sort de 150 ouvriers. Elle donne trois mois pour réfléchir à ceux qui n'ont pas l'âge d'aller à la retraite anticipée.

La direction a appelé un par un les travailleurs menacés pour leur faire des propositions de mutation dans les autres usines Chausson, Asnières et Meudon, et aussi à Gennevilliers à l'entretien outillage, mais pour aller dans ce dernier atelier il faut accepter un déclassement. A Reims il y a également de la place pour travailler, pour dormir c'est autre chose, et dans quelles conditions.

La S.U.C. veut réaliser une réorganisation à bon compte, sur notre dos. Dans la majorité des ateliers des usines Chausson l'horaire est élevé : d'un côté la direction fait travailler 50, 47 h 30 et 45 h, pendant que de l'autre c'est le sursis de trois mois avec licenciement camouflé comme cadeau, parce qu'elle sait bien que parmi les propositions qu'elle fait il y en a d'inacceptables.

Elle veut montrer son autorité en continuant à faire la pluie et le beau temps dans ses usines. Avec un face à face de 5 000 travailleurs, elle aurait vite fait de changer de programme.

Le reclassement sans perte de salaire est à exiger. La garantie de l'emploi et du salaire ne peut venir que de ce que nous allons faire pour nos camarades.

La force de Chausson n'est basée que sur notre résignation actuelle, l'essai de gagner du temps en menaçant d'une insécurité de l'emploi et en essayant de camoufler les mises à la porte.

Est-ce parce que la grève générale n'a pas rapporté ce que nous attendions que nos possibilités sont moindres ? Sûrement pas; cette grève a appris à un grand nombre d'entre nous que nous représentons une force importante (le patron tient à sa production !) à condition de l'organiser et de l'employer à bon escient en ne comptant que sur nous-mêmes.

Le Combat ouvrier
Chausson - Asnières.